



Le Canada pourrait-il se retirer de l'Afghanistan ? Une scénario de simulation

par le général (ret.) Paul Manson

Président, Institut de la Conférence des associations de la défense

De récents sondages révèlent que bien des Canadiens sont troublés par la présence militaire de 2 300 soldats canadiens en Afghanistan. Cette inquiétude semble croître chaque fois qu'il y a une nouvelle perte d'hommes, qu'elle soit causée par les actions de l'ennemi ou les accidents de la circulation, dans ce pays déchiré par la guerre.

Cette inquiétude est normale. L'Afghanistan est un pays éloigné dont l'histoire est peu connue ici. On associe vaguement cette nation aux anciennes histoires exotiques de la route de la soie, ou encore avec la lutte de voisins plus importants et de puissances coloniales qui ont lutté pour conquérir ce pays montagneux sans accès à la mer, en raison de son emplacement stratégique.

Plus récemment, l'intérêt du monde a été ravivé lorsque l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan vers la fin de 1979, pour s'en faire expulser, 10 ans plus tard, par les guerriers moudjahidines victorieux.

Puis se sont produits les terribles excès du régime taliban qui a, bien imprudemment (comme il s'est avéré par la suite), fourni une base d'opération à Al-Qaïda, menant ainsi à l'expulsion forcée du régime par les États-Unis, à la

suite des attentats du 11 septembre 2001.

Les Canadiens savent également, de manière générale, qu'un nouveau gouvernement dirigé par Hamid Karzaï a été élu démocratiquement en 2004, et qu'il se maintient au pouvoir grâce au solide appui des États-Unis, de l'OTAN et d'autres nations alliées.

Puis il y a eu la récente réapparition des Talibans, cette fois-ci comme force terroriste adverse, appuyée par les chefs de guerre qui contrôlent la plupart des régions du pays à l'extérieur de la capitale, Kaboul, et qui sont financés par l'énorme industrie du pavot blanc, qui fournit 90 % du trafic d'héroïne en Europe.

Donc, le Canada, face à l'appel urgent du gouvernement Karzaï, s'est joint à la mission de l'OTAN regroupant 30 nations qui veulent épauler la reconstruction du pays, dans le cadre de 16 équipes provinciales de reconstruction (EPR), une entreprise qui présuppose l'établissement de bonnes mesures de sécurité dans chaque secteur.

Le Canada a pris l'initiative dans la région de Kandahar, qui pose un défi de taille, car les forces antigouvernementales des Talibans y sont particulièrement actives et fortes.

Donc, en un mot, voilà le cadre d'un grand débat national sur l'Afghanistan.

En réalité, la situation est bien plus complexe, l'Afghanistan étant ce qu'il

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Conférence ou de ses membres.



est — un assortiment remarquable et déroutant de cultures, de langues, de géographie et de variantes de la religion islamique.

Il n'est donc pas surprenant que le Canadien moyen soit incertain de notre rôle dans ce pays. Devrions-nous résoudre le dilemme, comme certains le suggèrent, en retirant tout simplement nos troupes ?

En réponse à ceux qui favorisent le retrait, le gouvernement et ses partisans sur la question sont enclins à souligner les aspects positifs de la participation de notre nation en Afghanistan, soit l'importance d'aider cette nation déchirée par la guerre à trouver paix, liberté et prospérité après des décennies de conflits armés, et de doter ses citoyens (particulièrement les femmes) de droits fondamentaux, de fournir des écoles aux jeunes, d'assurer la sécurité dans les campagnes, et d'offrir eau et électricité à la population locale.

Mais il y a un autre moyen de plaider cette cause. Pourquoi ne pas imaginer ce qui pourrait se passer si le Canada retirait son appui à l'Afghanistan ?

Bien que les conséquences ne soient pas certaines, il y en a qui sont inévitables et d'autres qui sont très probables. Voici une estimation des principales conséquences d'une décision canadienne de retirer ses troupes :

Il y aurait de sérieuses répercussions sur nos relations avec les États-Unis. Nos amis américains, en particulier, verraient dans cette décision un nouvel exemple du Canada qui veut resquiller et esquiver ses responsabilités, qui sont de participer à la lutte contre le terrorisme mondial. Ce serait un nouveau coup

porté aux relations transfrontalières, qui sont déjà précaires, et il serait assorti de répercussions graves sur le commerce, sur les restrictions concernant les déplacements et sur d'autres aspects du partenariat canado-américain.

Le statut du Canada au sein de l'OTAN en souffrirait. Nos alliés européens seraient franchement consternés par le geste canadien, dans un contexte où ils sont nombreux à se trouver aux prises avec une agitation similaire chez eux, vis-à-vis de leur engagement à la reconstruction de l'Afghanistan. Un retrait canadien serait perçu comme une trahison. Des nations comme les Pays-Bas, qui ne se sont joints à l'initiative internationale qu'à la suite d'un débat national vigoureux et parfois acrimonieux, mais qui ne déploieront des troupes qu'en septembre, se trouveraient dans une situation difficile. Le Canada deviendrait la brebis galeuse de l'OTAN.

Les Talibans interpréteraient le retrait du Canada comme une importante victoire. Avoir « vaincu » nos soldats, qui comme ils le savent sont des combattants de premier ordre, serait un triomphe éclatant sur les « occupants infidèles ». En fait, la vague d'attentats contre le contingent canadien qui a eu lieu aux premiers jours de l'opération à Kandahar, semble avoir été destinée à intimider la population canadienne. Une victoire (du point de vue des Talibans) serait un signal clair que les attentats terroristes contre les forces des EPR font effet. Ce geste constituerait probablement un encouragement à poursuivre ces attentats.

Un retrait canadien porterait un coup



La Conférence des associations de la défense

Commentaire de la CAD 1-2006

au gouvernement fragile de Karzaï à Kaboul, qui ne contrôle en réalité que la région immédiate de la capitale nationale. La perte d'une EPR serait perçue comme un signal de faiblesse politique.

Le processus lui-même des EPR serait sérieusement menacé. Les Canadiens se trouvent à Kandahar parce qu'ils s'acquittent très bien de leur mission et que Kandahar est le pilier du programme des EPR. Tout échec pourrait mener au retrait des forces d'autres nations, et à l'effondrement général du programme de reconstruction.

Selon ce scénario, les véritables victimes seraient le peuple afghan, qui dans son immense majorité souhaite désespérément la paix, la sécurité, la liberté et la prospérité, après tant d'années de souffrance. Une décision canadienne de manquer à son engagement lui porterait un coup terrible.

Finalement, en faisant preuve d'une telle faiblesse face au terrorisme des fanatiques, le Canada deviendrait une cible lucrative pour des attentats futurs. Parlerons-nous un jour de New York, de Londres, de Madrid, de Bali et de Vancouver ?

Tout compte fait, il serait donc bien malavisé pour le nouveau gouvernement conservateur de retirer ses troupes, et ce geste constituerait un point tournant malheureux dans l'histoire de notre nation, qui est de contribuer à la paix et à la sécurité au-delà de nos frontières.

Le gouvernement persistera assurément dans cette mission, comme il se doit. Les esprits étroits continueront

à exprimer leurs critiques. Il y aura d'autres pertes de vie. Car nous nous sommes engagés en Afghanistan à long terme.

Mais cela en vaudra la peine et les Canadiens pourront marcher la tête haute, fiers d'avoir tant contribué à l'amélioration de l'Afghanistan — et du monde.

Il est permis de reproduire librement les Commentaires de la CAD dans leur intégralité, à des fins de recherche universitaire ou pédagogiques, ou pour des raisons journalistiques, à condition de mentionner les droits de l'auteur et le nom de l'Institut.

La Conférence des associations de la défense
359 Kent St., Suite 502
Ottawa, Ontario, Canada
K2P 0R7
Téléphone : (613) 236-1252
Facsimilé: 613) 236-8191